

Radicalisation des jeunes : essayer de prévenir plutôt que de guérir...

Forum

Des projets communs entre municipalités et universités sont envisagés pour combattre la violence.

Raphaëlle MOREAU | OLJ

03/02/2018

Organisé récemment par la Commission nationale libanaise pour l'Unesco et le Réseau des Villes Euromed à l'hôtel Le Bristol à Beyrouth, un forum en faveur de la prévention de la radicalisation a principalement ciblé les jeunes.

Cet événement a réuni, autour de plusieurs tables rondes, des experts, des universitaires, des organisations de jeunesse, des représentants du réseau des villes Euromed et des municipalités libanaises, en vue d'élaborer un plan d'action et de proposer des projets pilotes qui seraient réalisés dans les villes méditerranéennes pour répondre au problème de la violence et de la radicalisation chez les jeunes. Parmi eux, Zahida Darwiche Jabbour, secrétaire générale de la Commission nationale libanaise pour l'Unesco, Agnès Rampal, adjointe du maire de la ville de Nice à l'Euro-Méditerranée, Bertrand Badie, professeur de relations internationales à Sciences Po Paris, et Abdelhamid el-Zouheiry, président de l'Université euro-méditerranéenne de Slovénie.

Le forum, qui avait pour thème : « La jeunesse au cœur des transformations sociales et de la prévention des violences : engagement des chercheurs et des villes », part du constat suivant : « Souvent victimes de violences, les jeunes en Méditerranée peuvent largement contribuer à contrer la radicalisation et participer à une transformation sociale positive, fondée sur le développement durable et sur la promotion de la tolérance, de la diversité culturelle et de la compréhension mutuelle. » Mais, pour cela, tout un programme doit être mis en place. Comment apprendre aux jeunes à regarder le monde à travers un nouveau regard, éveiller chez eux le sens de la nuance ?

Existe-t-il une faille entre la recherche universitaire et la réalité du terrain ? Comment les universités peuvent-elles aider les municipalités à mettre en œuvre un projet efficace pour contrer la radicalisation des jeunes ? Quel rôle les municipalités peuvent-elles jouer auprès de la population locale en faveur de la prévention de la violence ? Telles ont été les questions sur lesquelles les intervenants ont planché et tenté de trouver des réponses concrètes.

La responsabilité des universités

Il a d'abord été question pour les invités de mettre en lumière les causes de la violence à l'échelle mondiale, moyen-orientale puis locale. L'exclusion des migrants, les inégalités sociales, le programme éducatif inadapté à l'époque actuelle sont de nombreux facteurs, soulevés par les intervenants, qui seraient à l'origine de cette violence grandissante chez les jeunes aujourd'hui.

Au cours d'un premier atelier « universités », destiné à établir un modèle d'enseignement pour la jeunesse, des professeurs et des doyens d'université se sont mis d'accord sur les missions que devront remplir leurs établissements en repensant les programmes d'enseignement, mais également en mettant en place des débats entre étudiants, des ateliers de prévention, et en donnant une plus grande importance aux cours de sciences humaines et sociales. L'idée étant de pousser les étudiants et les jeunes d'un point de vue général à combattre les préjugés, les

stéréotypes et les idées préconçues qui génèrent des malentendus et emprisonnent les jeunes dans une altérité absolue et les poussent à la violence et la radicalité.

Les universités ne sont pas seules à devoir agir. Les municipalités ont également un rôle important à jouer auprès des jeunes. L'atelier « villes » avait réuni une dizaine de maires, notamment des villes de Jdeidé, de Jbeil, de Jezzine, ainsi que de la ville de Nice en France. L'idée conductrice : travailler main dans la main avec les universités pour rétablir le lien entre l'enseignement et le terrain. Organiser des événements sociaux pour engager la jeunesse autour de projets ludiques, intégrer davantage les réfugiés, encourager le dialogue intercommunautaire et mettre en place une formation à la citoyenneté, tels sont les objectifs que se sont fixés les mairies à la suite de plusieurs heures de dialogue et de débat.

**L'Orient
LE JOUR**

03/02/2018

[Liban](#)

Badie : La violence alimente la violence

OLJ

Dans son intervention, Bertrand Badie, spécialiste en relations internationales, a défendu cinq solutions pour combattre la violence et

prévenir la radicalisation chez les jeunes. Pour lui, la sécurité humaine représente un enjeu majeur pour lutter contre cette violence à l'échelle mondiale. Les ONG et les institutions doivent travailler ensemble pour assurer aux personnes réfugiées une sécurité pérenne et une intégration totale. Au-delà de la répression appliquée par les États, il faut, selon lui, transformer totalement le système international et l'adapter aux mutations. « La violence alimente la violence », poursuit-il.

La deuxième solution que défend Bertrand Badie est la mobilité. « Nous devons gérer la mobilité. Nous ne prenons en compte le migrant que pour le réprimer. Or, le migrant représente l'avenir du monde. » Il prône la mise en place d'une gouvernance mondiale de la migration au même titre que la gouvernance globale du commerce ou de la culture. Les autres solutions que Bertrand Badie développe sont celles de placer l'homme au-dessus des civilisations, autrement dit se détacher du principe de communauté et « reconnaître que tous les individus sont identiques et doivent bénéficier du même droit et être reconnus et valorisés tels qu'ils sont ». Au sujet de l'engagement du Liban dans la prévention de la radicalisation et de la violence, il avoue avoir été surpris par l'engagement des présidents des conseils municipaux et des universitaires sur ce projet, en comparaison avec les pays d'Europe qui devraient « apprendre et s'inspirer davantage d'un pays comme le Liban ».